

*L'Afrique subsaharienne
dans la crise financière
Vulnérabilités, convoitises
et résiliences*

PIERRE JACQUEMOT /
CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

OCTOBRE 2011



L'Afrique subsaharienne dans la crise financière

Vulnérabilités, convoitises et résiliences

PIERRE JACQUEMOT / ANCIEN AMBASSADEUR, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

L'argument fut souvent entendu en 2008 : puisque sa contribution au commerce mondial est limitée, de l'ordre de 3 à 4%, l'impact sur l'Afrique subsaharienne de la crise déclenchée dans les pays du Nord sera naturellement réduit. La crise était une affaire de riches, le sous-continent demeuré dans les marges de l'économie globalisée, protégé par le bouclier de sa relative marginalisation, devait en être providentiellement exclu. Le *cours des choses* ne confirme pas ce pronostic. La thèse du « découplage » se révèle infondée. La vulnérabilité aux chocs externes est commune à tous, même si elle n'est pas de même ampleur. Dans le contexte d'incertitude qui caractérise la situation économique et financière depuis trois ans, la question du développement de l'Afrique se confond avec celle de ses capacités de résilience et de son aptitude à construire des « sécurités »..

DES CHOCS D'UNE INTENSITÉ VARIABLE

Avant le déclenchement de la crise des *subprimes* en 2007 et sa propagation internationale l'année suivante, les perspectives de l'Afrique subsaharienne semblaient enfin prometteuses. Plusieurs pays commençaient à récolter les dividendes des choix laborieux effectués depuis le début des années 2000, que ce soit pour mobiliser plus de ressources au plan intérieur, réorienter des dépenses malavisées, investir dans l'éducation et la santé de base, réformer les services publics, ou encore assouplir les régimes de taux d'intérêt et de change.

L'Afrique bénéficiait d'entrées de capitaux privés supérieures à l'aide publique reçue sous forme d'apports classiques, mais aussi de financements « innovants » et d'importantes remises de dette. Son niveau d'endettement avait enfin chuté, bénéficiant des initiatives sur la dette (PPTÉ¹ et IADM²). L'Afrique semblait enfin sortie de la période d'inflation à deux chiffres, de l'endettement insoutenable des déficits publics abyssaux (tableau 1).

Tableau 1 : Impact de la stabilisation économique - décennies 1990 et 2000.

| | Décennie 1990 | Décennie 2000 | Variation 2000/1990 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------------|
| Inflation (en %) | 22,0 | 8,0 | - 64 % |
| Dette publique (en % du PIB) | 81,9 | 59,0 | - 28 % |
| Déficit budgétaire (en % du PIB) | - 4,6 | - 1,8 | + 60% |

Source : McKinsey Institute, 2010.

(1) Initiative pays pauvres très endettés (HIPC *Heavily Indebted Poor Countries* en anglais). A 1er octobre 2011, 30 pays africains en avaient bénéficié pour un montant total de 72 milliards de dollars

(2) Initiative d'allègement de la dette multilatérale décidée en 2005 et qui prévoit l'allègement de la totalité des dettes admissibles par trois institutions multilatérales — le FMI, la Banque mondiale et le Fonds africain de développement (FAD) — pour les pays parvenus au bout du processus de l'initiative PPTÉ.

Puis arriva la crise. Selon la Banque africaine de développement (BAD), en 2009, la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne a été amputée en moyenne de moitié, pour se situer autour de 3%. Ce chiffre implique une stagnation du revenu par habitant. Selon le FMI, la croissance du PIB pour l'année 2010 a en moyenne été de 4 à 5%. Un chiffre qui témoigne d'un bon rétablissement, mais qui cache de grandes disparités entre les pays, comme le montre le tableau 2. L'effet de la crise peut être comparé à celui d'une vague déferlante : elle accélère la vitesse des bons surfeurs et fait chuter les autres.

Pour un premier groupe de pays, la croissance a été relativement peu touchée dans le contexte du ralentissement international. La résilience a été réelle pour 26 pays qui ont connu un choc inférieur à 3 points de PIB entre les périodes 2006-2008 et 2009-2010. Notons cependant que la moitié d'entre eux avait enregistré des rythmes de croissance en deçà de 5 %, mettant en évidence une « capacité de résilience par le bas ».

Pour le deuxième groupe de pays, un différentiel de croissance compris entre 3 et 6 points de PIB a été enregistré sur les mêmes périodes.

Enfin, sept pays (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Madagascar, Namibie, Niger et Seychelles) ont connu un choc très brutal. Le Botswana s'est rétabli dès 2010, tandis que Madagascar et le Zimbabwe s'enfonçaient dans la dépression. Pour l'Afrique du Sud, la récession intervient après une période 2006-2008 qui avait déjà été marquée par une croissance relativement faible.

Tableau 2. Impacts différenciés de la crise en 2009 et 2010

| | Choc mineur. Pays peu ou pas touchés : différentiels de moins de 3 points du PIB entre 2006- 2008 et 2009-2010 | Choc modéré Pays fortement touchés : différentiels entre 3 et 6 points du PIB entre 2006-2008 et 2009-2010 | Choc brutal Pays très fortement touchés : différentiels de plus de 6 points du PIB entre 2006-2008 et 2009-2010 |
|--|---|---|--|
| Pays ayant eu un régime de croissance robuste entre 2006 et 2008 (plus de 5% en moyenne) | <i>Ethiopie, Gambie, Ghana, Malawi, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Tanzanie et Zambie.</i> | <i>Cap-Vert, Congo, Guinée équatoriale, Libéria, RDC, Sierra Leone, Soudan.</i> | <i>Angola, Madagascar, Namibie, Niger.</i> |
| Pays ayant eu un régime de croissance faible entre 2006 et 2008 (moins de 5% en moyenne) | <i>Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Mali, Maurice, Centrafrique, Sénégal, Swaziland, Tchad, Togo.</i> | <i>Bénin, Guinée, Lesotho, Mauritanie.</i> | <i>Afrique du Sud, Botswana, Zimbabwe.</i> |

Source : Bedossa et Letilly, 2011 et actualisation avec données FMI, 2011.

Il n'est pas question ici des pays dont la fragilité extrême a poussé à la défaillance, voire à la criminalisation (narcotrafic pour la Guinée Bissa) ou à l'absence totale d'État (Somalie).

LA TRANSMISSION DE LA CRISE

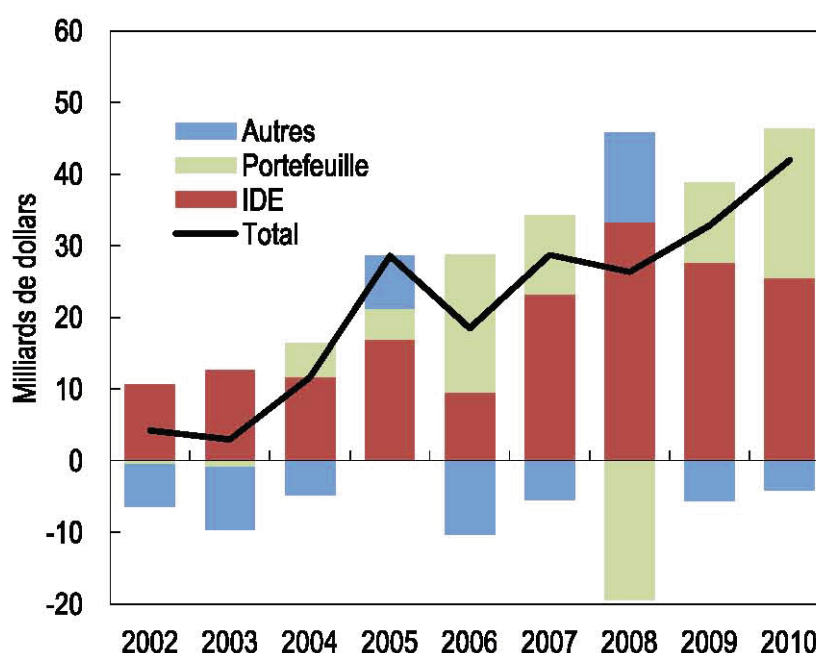
La crise est contagieuse. Elle a d'abord emprunté une voie classique, d'une ampleur proportionnelle au degré d'intégration de chaque pays dans le système financier mondial. Sa contamination a d'emblée affecté

les systèmes financiers locaux les plus ouverts, donc les plus exposés (Afrique du Sud, Kenya, Nigeria, Ghana, Maurice), même s'ils ne détenaient que peu d'actifs toxique.

Par la suite, la crise a eu des répercussions dans cinq domaines:

1. Les flux de capitaux privés en direction de l'Afrique ont brutalement fléchi, passant de 48 milliards de dollars en 2008, à 30,3 en 2009 et à 32,6 en 2010³. Les données du FMI sont moins pessimistes (voir graphique 1). Les IDE continuent leur baisse, mais les flux d'investissements de portefeuille affichent une nette reprise en 2010.

Graphique 1. Flux de capitaux privés vers l'Afrique subsaharienne



Source : FMI, 2011.

Depuis 2010, plusieurs cas de figure sont observés:

- Le rebond concerne deux pays. Le Ghana enregistre des entrées de capitaux importantes : les bonnes perspectives de croissance du PIB, fondées sur les résultats solides des secteurs de l'or et du cacao, ainsi que sur le récent démarrage de la production pétrolière, suscitent un intérêt accru du côté des investisseurs. À Maurice, plateforme financière pour des investisseurs, la reprise des entrées de capitaux tient à la persistance de la croissance observée dans les marchés émergents asiatiques.

- Une reprise *modeste* est enregistrée en Zambie avec une remontée des entrées nettes de capitaux liées aux privatisations. La croissance reste forte et le prix du cuivre a monté en flèche.

- *Aucune* reprise des flux nets de capitaux n'a été enregistrée dans plusieurs pays. Les entrées avaient atteint une pointe en 2007–2008, mais la tendance s'est nettement inversée à la fin de l'année 2009. Dans des pays comme l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, malgré l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques, la monnaie a subi des pressions en partie en raison des sorties nettes d'investissements de portefeuille.

(3) Source OCDE-BAD, 2011.

- La *chute* concerne surtout le Nigéria. Environ 3,6 milliards de dollars en investissements de portefeuille sont sortis du pays en 2009, alors qu'il avait enregistré des entrées nettes de 2 milliards de dollars pendant les deux années précédentes. Cette chute est surtout due à la perte de confiance des investisseurs étrangers dans l'économie en raison de la crise bancaire, des problèmes de corruption et des incertitudes politiques à l'approche des élections nationales.

Dans les deux derniers cas, la conséquence de la crise a été l'abandon ou le report de certains grands projets importants (mines, raffineries, routes, chemins de fer, ports, aéroports) et la cessation d'activités dans des exploitations agricoles et forestières ainsi que dans des unités manufacturières tournées vers le marché américain et européen.

2. Les transferts de revenus des travailleurs africains à l'étranger, lesquels avaient atteint près de 20 milliards de dollars en 2008, ont mécaniquement été affectés par la récession en Europe et aux États-Unis, qui sont pour les trois quarts à l'origine de ces transferts. L'impact peut être puissant si l'on considère qu'une baisse de 1% de croissance dans les pays hôtes se traduit en effet par une chute de 4% des envois de fonds⁴. Certains pays sont plus exposés que d'autres. Les transferts représentent plus de 35% du PIB au Cap Vert, de 20% au Lesotho et aux Comores, et de 10% au Libéria, au Sénégal ou au Mali. Au Ghana, 15 % de la population vit à l'étranger et les transferts, empruntant des voies légales ou non, sont estimés à un quart du PIB ; ils portent une large partie des dépenses courantes des familles restées au pays.

3. La pression sur l'aide publique au développement, au regard des tensions déjà perceptibles sur les finances publiques des pays donateurs, sera probablement sensible. L'APD vers l'Afrique subsaharienne des donateurs membres de l'OCDE a été de 25 milliards de dollars en 2009, en augmentation de 5%, avec un important volet consacré au désendettement. Pour l'avenir, le pronostic n'est pas facile, car si déjà en période normale, les pays de l'OCDE avaient du mal à respecter les engagements pris lors du sommet du G8 à Gleneagles en 2005 de se rapprocher de l'objectif du 0,5 puis du 0,7% du PIB⁵, sans doute qu'en temps de fortes tensions budgétaires, ils auront encore plus de peine à le faire. On le constate amèrement dans le cas de la France avec une APD bloquée autour de 0,45% du PIB⁶.

4. Les taux de change ont-ils réagi aux chocs ? Sont-ils devenus plus sensibles à l'évolution des taux d'intérêt et des risques pendant la phase critique ? Le problème ne se pose pas pour les 15 membres de la zone Franc qui ont préservé leur parité avec l'euro, la libre convertibilité et une gestion commune de leurs réserves de change dans les deux espaces CEMAC et UEMOA⁷. Pour ces pays, l'évolution du taux de change euro/dollar est décisive pour la valorisation de leurs exportations primaires.

Pour les autres qui ont des taux de change flottant, le FMI a effectué une estimation empirique sur 12 pays d'Afrique subsaharienne qui offrent des données suffisantes pour la période 2003–2009, en faisant la distinction entre les pays ayant un compte de capital ouvert (Afrique du sud, Ghana, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie) ou fermé (Gambie, Madagascar, Malawi, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone). Pour

(4) Selon FMI, 2011b.

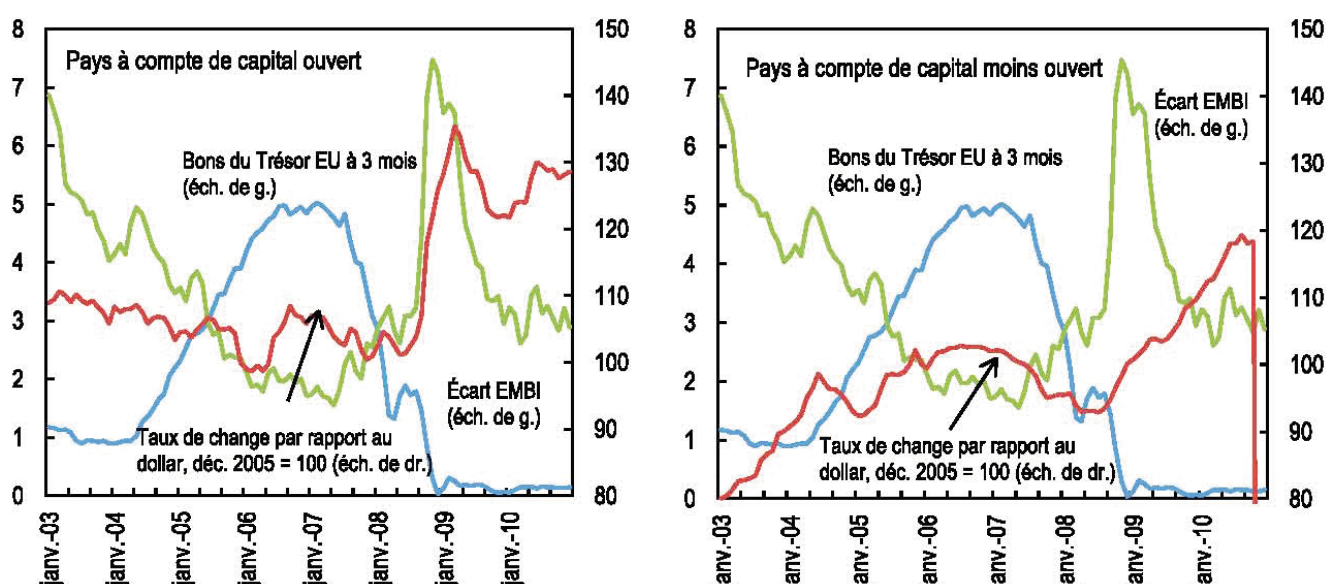
(5) Sur la période 2004-2010, l'Afrique n'a reçu que 12 des 25 milliards supplémentaires d'APD prévus lors de Gleneagles.

(6) Voir P. Jacquemot, 2011 (à paraître). Certains pays comme la Grande Bretagne ont néanmoins décidé de maintenir une politique volontariste, mais géographiquement plus sélective, en matière d'APD.

(7) Six États d'Afrique centrale : le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad, formant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont l'institut d'émission est la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Huit États d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo formant l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dont l'institut d'émission est la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Les Comores constituent une zone CFA particulière, plus sélective, en matière d'APD.

les premiers, les taux de change ont fluctué parallèlement à la baisse de l'écart de l'Emerging Market Bond Index (EMBI) jusqu'à fin 2005, période à laquelle les taux de change ont commencé à se déprécier contre le dollar quand le taux des bons du Trésor des États-Unis a atteint son plus haut niveau (graphique 2). Les taux ont commencé à s'apprécier par rapport au dollar de la fin 2008 quand les États-Unis ont détendu leurs taux d'intérêt, mais se sont ensuite fortement dépréciés quand l'écart de l'EMBI a grimpé à 7 %. Ils se sont quelque peu appréciés depuis le milieu de 2009. Quant à eux, les taux de change des pays à compte de capital moins ouvert ou fermé ont suivi les mouvements du taux des bons du Trésor des États-Unis, se dépréciant jusqu'à la fin de 2006 et s'appréciant ensuite jusqu'à ce que la relation soit interrompue par la forte hausse de l'écart de l'EMBI au milieu de 2008. Depuis, les taux de change se sont dépréciés à un rythme assez régulier⁸.

Graphiques 2 et 3. Taux d'intérêt et taux de change par rapport au dollar, pour deux groupes de pays à monnaie flottante

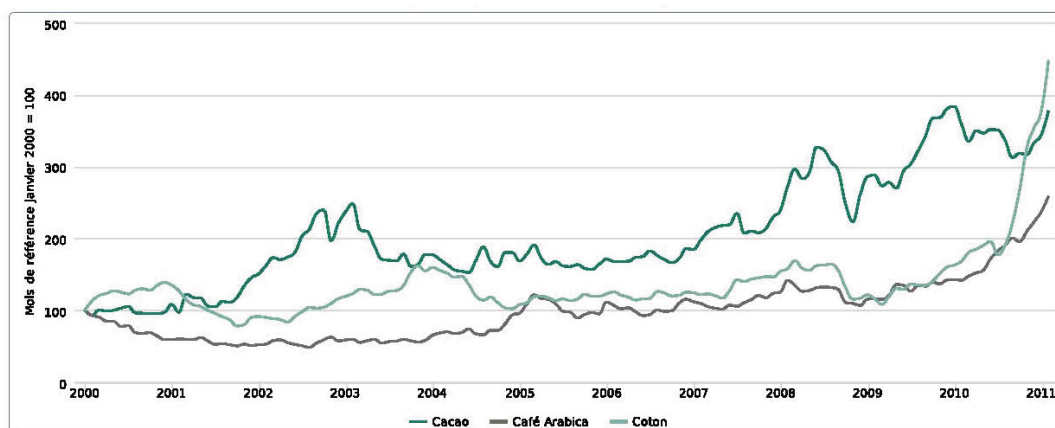


Source : FMI, 2011b

5. Sur le plan des échanges de biens et services, l'impact de la crise a concerné la demande par l'Europe de certains produits africains. Sur la période étudiée, il a été favorable pour le café, le cacao, le thé mais aussi pour les oléagineux. La production cotonnière tirée par les prix a repris dans les pays sahétiens francophones pour atteindre plus de 600 000 tonnes lors de la campagne 2010-2011 (plus de 25% en un an). La filière bois a en revanche été gravement sinistrée au Gabon, en Centrafrique et au Congo avec la chute de la construction immobilière en Europe et en Asie, principale débouchés des essences exotiques. Tiré par la demande, les cours du pétrole, de l'or et des autres métaux, dont le cuivre qui a atteint en début 2011 des cours historiques, ont continué leur ascension. En retour, cette évolution des cours de l'énergie touchent de plein fouet les pays qui en sont dépourvus et réduit d'autant leurs gains à l'exportation.

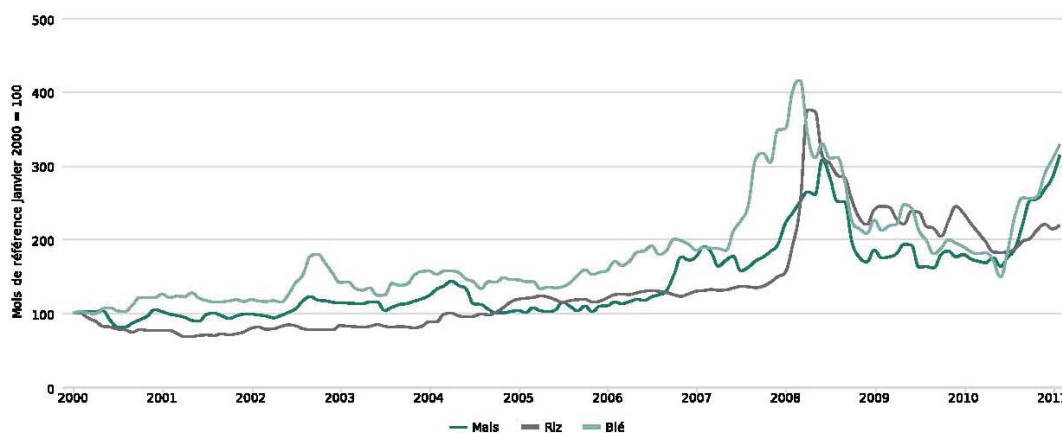
Si dans l'avenir, un rétrécissement des débouchés en Europe et aux États-Unis devait se déclarer, les exportations africaines qui restent basées sur le modèle rentier et mono-exportateur devraient inévitablement souffrir.

(8) Source FMI, 2011.

Graphique 4. Prix à l'exportation de trois produits agricoles : café, cacao et coton (base janvier 2000= 100)

Source : Banque mondiale, Banque africaine de développement.

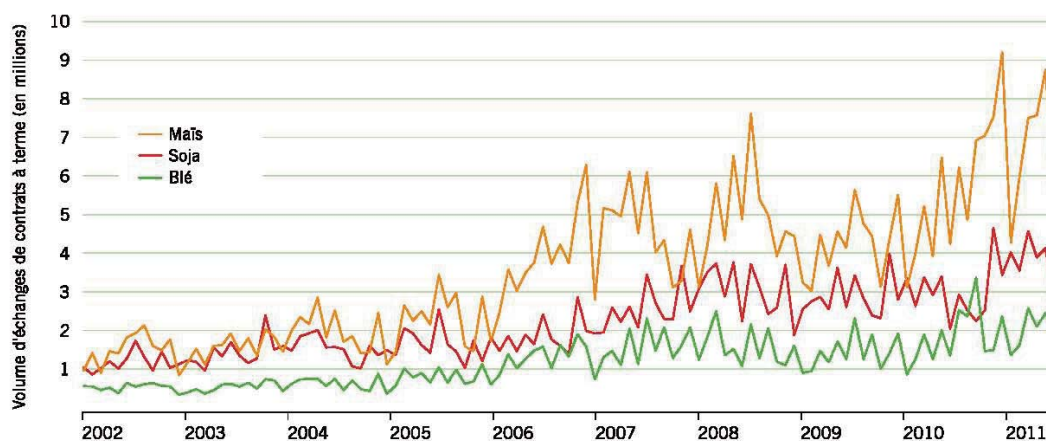
Du côté des importations africaines, l'impact de la hausse spectaculaire des cours des denrées alimentaires en 2008, avec un rebond en 2011, est particulièrement critique pour l'Afrique subsaharienne. Après quinze ans de relative stabilité (1990-2005), les prix des biens alimentaires ont doublé en termes réels et les pics enregistrés ces quatre dernières années ne sont que des signaux d'alarme dans un contexte de hausse qui dans les prochaines années restera, selon tous les scénarios, tendancielle.

Graphique 5. Prix à l'importation de trois denrées alimentaires : maïs, riz et blé (base janvier 2000 : 100)

Source : Banque mondiale, Banque africaine de développement.

Cette évolution irrémédiable à la hausse est la conséquence de plusieurs facteurs « lourds » que la crise ne fait que dévoiler. Cinq sont les plus décisifs : 1/l'abandon depuis vingt ans des politiques de régulation des marchés et de protections agricoles, 2/l'extrême vulnérabilité consécutive des agricultures africaines aux épisodes climatiques, 3/ la position oligopolistique de quelques grands exportateurs (dix Etats dans le monde assurent actuellement 60% des exportations agro-alimentaires mondiales, la défaillance de l'un a des incidences sur l'équilibre général des échanges et des prix), 4/la progression de la demande de biocarburants, 5/la financiarisation spectaculaire du marché des céréales, devenues des produits hautement spéculatifs, comme en témoigne l'indice d'activités de la Bourse de Chicago où se négocient les options et les contrats à terme des céréales et des oléagineux.

**Graphique 6. Volume mensuel des contrats à terme échangés sur le Chicago Board of Trade
(en millions de dollars)**



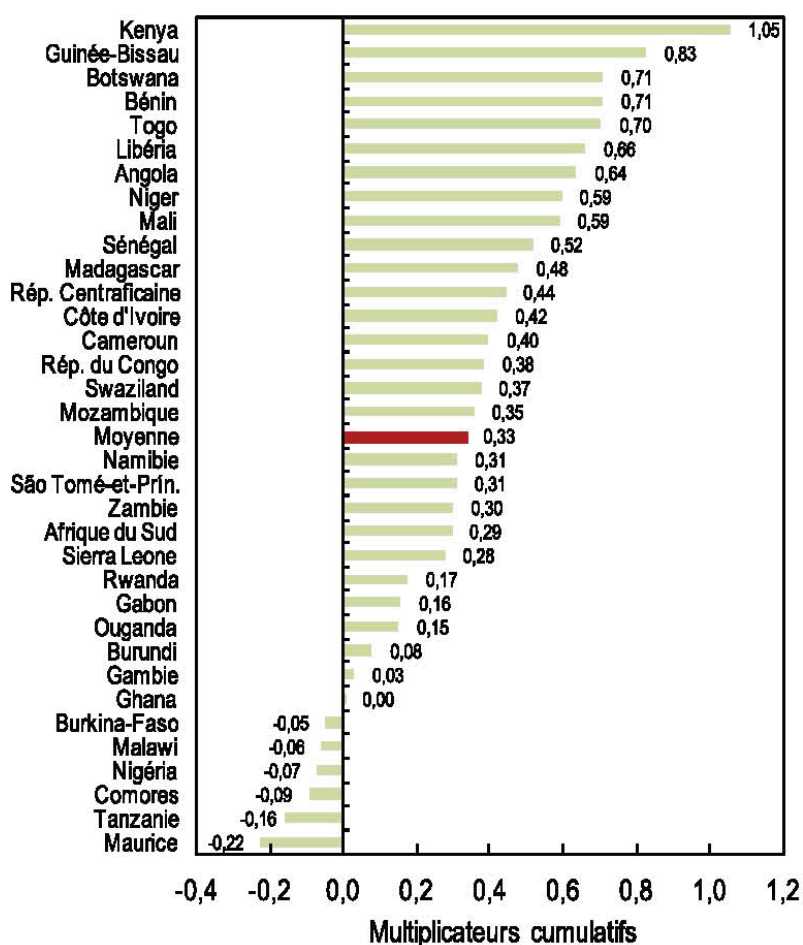
Source : CBOT, 2011 et rapport Ifpri indice GHI, 2011

Les prix alimentaires intérieurs ont fortement augmenté dans tous les pays africains et ces hausses amplifient les effets des mauvaises récoltes dues à des conditions de production défavorables comme au Bénin, au Mozambique au Sénégal (inondations), au Niger et au Tchad (sécheresse), à Madagascar (cyclones) et surtout très gravement cinq pays d'Afrique de l'Est avec la dramatique sécheresse qui a provoqué un drame humanitaire affectant 13 millions de personnes.

L'augmentation des produits agricoles a accompagné celle des intrants, des engrais en particulier, avec des incidences inévitables sur les rendements. Les répercussions sont douloureuses sur les conditions de vie locales. Peu de pays ont en effet développé des capacités de résistance. Le Malawi reste l'un des rares cités (et critiqué par la Banque mondiale) grâce à sa politique de subventions et de régulation du marché intérieur engagée depuis 2006.

Les importateurs nets de denrées alimentaires ressentent quasi instantanément les effets de la hausse des prix internationaux. Ainsi le Kenya (graphique 7) répercute intégralement une hausse des prix à l'importation. Le rapport de l'International Food Policy Research Institute démontre le mécanisme de transmission dans les bidonvilles de Nairobi et note par exemple qu'entre janvier et mai 2011 le nombre d'admissions dans les hôpitaux et les centres de santé communautaires des enfants souffrant de malnutrition a augmenté de 62%. En moyenne, la répercussion des prix internationaux en Afrique subsaharienne est d'un tiers. Sur le budget des ménages les conséquences peuvent être variables mais toujours dommageables. Ainsi au Ghana, les familles se sont adaptées. Dans les zones rurales, elles ont renoncé à certaines dépenses courantes, en matière de santé notamment, et en allégeant leur régime alimentaire au profit des seules céréales. A Kinshasa, l'ajustement a été plus drastique qu'à Accra. Ne dit-on pas avec dérision que tout a divisé par deux : le nombre de repas par jour, les ordonnances de médicaments, les déplacements le nombre d'enfants envoyés à l'école pour réduire les frais de scolarité..., sauf le montant de la dot qui a connu une inflation telle qu'elle a eu pour conséquence de diviser par deux le nombre des mariages ! D'autres situations d'aggravation de la pauvreté et de l'état nutritionnel sont signalées par la FAO, notamment au Burundi, au Tchad et en Erythrée.

Graphique 7. Effet dynamique d'une hausse de 1% des prix alimentaires internationaux sur les prix alimentaires locaux.



Source : FMI, 2011b

La dépendance aux importations alimentaires va persister. Selon les données de la FAO de septembre 2011, dans l'ensemble, les besoins d'importation de céréales sont estimés à 3,3 millions de tonnes pour la campagne commerciale 2011/12 (Afrique du Sud et Maurice non compris), ce qui représente une légère augmentation par rapport aux estimations de 2010.

LES PERSPECTIVES À COURT TERME : LES EFFETS DE SUBSTITUTION ET LES « CONVOITISES »

Selon le FMI (tableau 3), la croissance économique devrait retrouver un rythme assez proche des niveaux élevés enregistrés au milieu de la dernière décennie, avec une moyenne de 5,5% en 2011 et de 6% en 2012. Ces prévisions doivent être nuancées car elles sont antérieures à la crise des dettes souveraines et aux krachs boursiers déclenchés à partir d'août 2011 qui pourraient avoir de nouvelles incidences sur les flux de capitaux et indirectement, en cas de dépression en 2012 dans les pays occidentaux sur la demande de biens africains.

Les différences entre groupes de pays seront importantes.

La plupart des 29 pays à faible revenu pourraient retrouver leur taux de croissance d'avant la crise. Surtout, les principaux gagnants devraient être les six des sept pays exportateurs de pétrole (Angola, Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria, République du Congo et Tchad) grâce aux augmentations des prix du pétrole. De son côté, en raison de la forte hausse des prix du cuivre depuis le début de 2009, la Zambie devrait connaître une progression de plus de 6 % de son PIB. En revanche dans les pays à revenu intermédiaire de la région, groupe qui est dominé par l'Afrique du Sud, le redressement de l'activité sera en toute probabilité très lent.

Tableau 3. Afrique subsaharienne. Principaux agrégats macroéconomiques

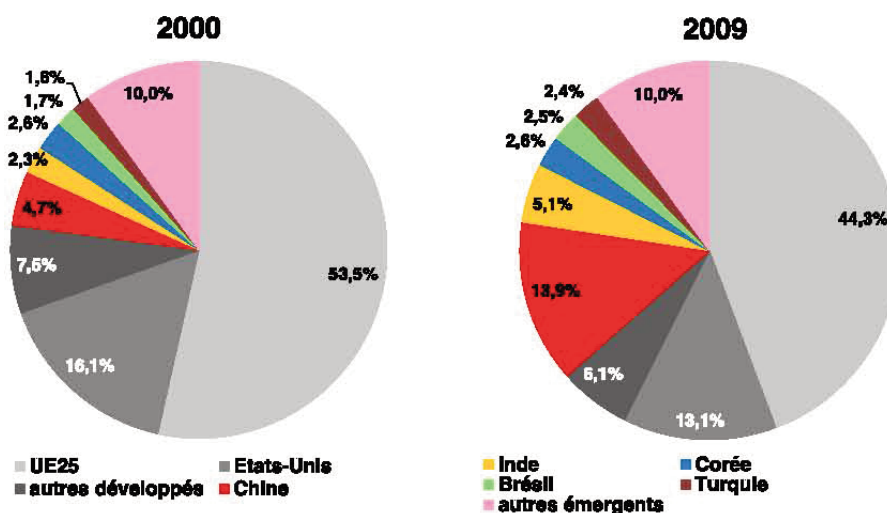
| | 2004-2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------|------|------|------|------|
| Croissance du PIB réel (variation en %) | 6,6 | 2,8 | 4,9 | 5,5 | 5,9 |
| Inflation (fin de période) (variation en %) | 8,7 | 8,3 | 7,0 | 8,1 | 6,7 |
| Solde budgétaire hors dons (en % du PIB) | 0,1 | -7,2 | -5,6 | -3,2 | -2,3 |
| Balance courante (en % du PIB) | 0,8 | -2,3 | -2,2 | 0,5 | 0,5 |
| Taux de couverture (mois d'importation) | 4,6 | 5,0 | 4,5 | 5,0 | 5,5 |

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, 2011* et base de données.

Même en position économiquement difficile, les partenaires traditionnels de l'Afrique subsaharienne (États-Unis, Europe) resteront dominants avec plus des deux tiers des échanges et des envois de capitaux. Mais des mutations s'opèrent. Ne parle-t-on pas de « nouvelle ruée sur l'Afrique » (New Scramble for Africa). Presque partout des substitutions de partenariats sont depuis une décennie en œuvre tant au plan commercial que sur celui des capitaux.

En 2010, la Chine a dépassé les États-Unis comme premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique, avec 14% de ses échanges commerciaux (75 milliards de dollars). En moyenne annuelle, la part de l'Asie dans le total des entrées d'IDE en Afrique est passée de 6,7 % pendant la période 1995–1999 à 15,2 % pendant la période 2000-2008. La figure 7 indique les pays du Sud ayant effectué les plus gros investissements en Afrique. Elle montre qu'en termes de stock, les principaux investisseurs sont notamment la Chine, Hong Kong (Chine), l'Inde, la Malaisie et Singapour. Si Singapour détient le stock d'IED le plus élevé dans la région, il convient de noter qu'il investit pour l'essentiel à Maurice.

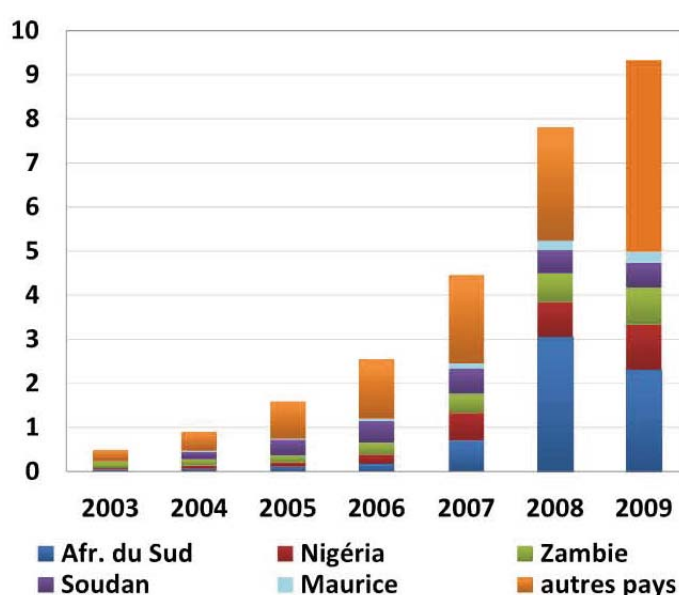
Graphique 8. Structure des échanges par partenaires en 2000 et 2009



Source, J.L. Martin, 2011.

Les nouveaux investisseurs émergents s'engagent de plus en plus manifestement vers le secteur de l'énergie, des mines et des infrastructures et étendent ainsi l'échantillon des ressources exploitables du sous-continent. Ces apports sont assortis d'aucune conditionnalité politique. Lorsqu'ils se traduisent par la construction de nouvelles infrastructures routières, hospitalières, ou encore universitaires, comme en RDC et au Soudan, ils présentent un net avantage en donnant une visibilité à l'action des gouvernements bénéficiaires et servent ainsi leur projet politique, alors que les opérations d'allègement de la dette des pays occidentaux ne présentent aucune visibilité.

Graphique 9. Stock d'IDE de la Chine par pays bénéficiaires (milliards de dollars)



Source, J.L. Martin, 2011-10-06

Certaines tendances en matière d'investissements privés sont inscrites dans la durée. Les motivations restent principalement dictées par la « convoitise » sur les ressources naturelles. « Les États Unis avec les partenaires émergents les plus importants (Brésil, Indonésie, Inde, Chine) se distinguent comme les importateurs les plus gourmands en matières premières, le pétrole et le minerais représentant une part disproportionnée du total des importations »⁹. L'Afrique subsaharienne dispose de 12% des réserves mondiales de pétrole. Le Golfe de Guinée suscite un véritable boom et sa production, même modeste, va devenir l'une des clés régulatrices de l'approvisionnement mondial. L'Afrique dispose aussi de 30% des ressources minières de la planète et les opérations portant sur de sommes considérables, comme en RDC dans le domaine du cuivre, du cobalt et de l'or se poursuivront.

La convoitise sur les terres est également de plus en plus forte. Le rachat de terres arables est devenu la priorité de nombreux pays pour assurer leur sécurité alimentaire future¹⁰. On estime que 800 millions d'hectares de terres cultivables sont disponibles en Afrique et que seulement 200 millions sont cultivées. L'information est difficile à réunir et à recouper. Les opérations sont souvent opaques. Néanmoins des estimations existent. Selon le récent rapport de la Banque mondiale¹¹, 45 millions d'hectares auraient

(9) OCDE-BAD, 2011, p.111.

(10) La Chine aura particulièrement besoin de produits agricoles en tous genres. Le pays dispose de moins de 9% des terres arables mondiales pour nourrir 20% de la population du globe.

(11) *Rising Global Interest in Farmland : Can it yield sustainable and equitable benefits*, 2010.

fait l'objet de transactions en 2009 contre 4 millions entre 1998 et 2008. Les surfaces concernées seraient en 2011 de l'ordre de 60 millions d'hectares de terres cultivables (l'équivalent de la France métropolitaine). Les pays les plus ouverts sont l'Éthiopie, le Soudan, le Nigéria, le Mali, le Mozambique, la Sierra Leone, et la Zambie. Les investisseurs se classent en trois groupes : les fonds d'investissement (Fonds Pharos Financial Group), attirés par la rentabilité potentielle d'un secteur en pleine croissance, les agro-industries (l'américain Agrisol Energy, le malaisien Sime Darby, le britannique Caporo, le canadien Energem, le portugais Quifel agrobusiness, l'Indonésien Golden Agri Resources, le singapourien Olam, le groupe coréen Daewoo, le suisse Addax bioenergy, le français Compagnie Fruitière...) et les États cherchant à sécuriser leur approvisionnements alimentaires (en fruits, légumes, huile de palme) et en biocarburants, sans parler pour le Kenya et l'Éthiopie de la production de fleurs coupées.

Tableau 4. Acquisition de terres dans certains pays africains (2004-2009)

| | Nombre de projets | Surfaces (milliers d'ha) | Taille médiane (ha) |
|------------|-------------------|--------------------------|---------------------|
| Éthiopie | 406 | 1190 | 700 |
| Libéria | 17 | 1602 | 59374 |
| Mozambique | 405 | 2670 | 2225 |
| Nigéria | 115 | 793 | 1500 |
| Soudan | 132 | 3965 | 7980 |

Source : Banque mondiale, 2011

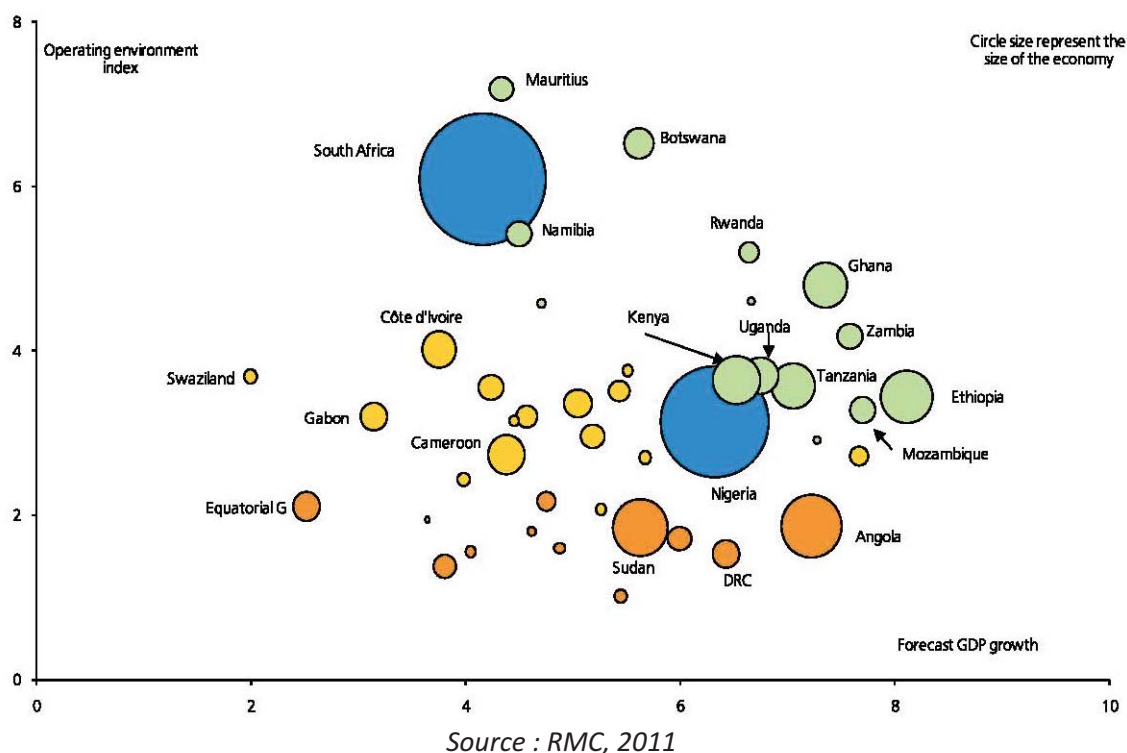
Les terres sont souvent concédées pour de longues périodes, allant jusqu'à 99 ans. Elles sont gratuites au Mali ou bon marché ailleurs. En Sierra Leone, un hectare coûte 2 dollars, en Éthiopie, 6,75 dollars alors qu'au Brésil ou en Argentine, il faut verser entre 5 000 et 6 000 dollars par hectare¹². Les perspectives de retour sur investissements sont impressionnantes. Ainsi pour la culture du sucre, une fois les obstacles dépassés et la culture lancée, un hectare pourrait rapporter 18 500 dollars en Zambie, 8000 dollars au Kenya contre 3750 dollars au Brésil. Les concessions faites aux investisseurs sont considérables et souvent sans contrepartie. Le cas du Mozambique est le plus souvent cité. D'un côté, ce pays qui dispose de 36 millions d'hectares de terres arables (dont 10 seulement sont exploitées) importe 300 000 tonnes de blé pour sa consommation, ce qui le rend particulièrement vulnérable à l'évolution des cours mondiaux, et de l'autre il offre des conditions très avantageuses aux exploitants étrangers pour la culture de jatropha et de la canne à sucre comme l'exonération de taxes et de droits d'entrée. Ces investissements s'opèrent souvent sur des terres autrefois affectées à la production vivrière. Ils induisent des déplacements de populations et réveillent presque partout des querelles de propriétés foncières, sources de tensions¹³.

Si l'on considère à présent l'ensemble des secteurs, au regard des critères usuels sur l'attractivité (graphique 6), les pays les plus recherchés pour les investisseurs devraient être les deux plus grands : Afrique du sud et Nigéria, puis le Ghana, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Botswana, le Kenya, l'Ouganda, l'Angola et la Zambie.

(12) Source *Les Echos*, 10/06/2011

(13) Les désillusions de « l'or vert » sont parfois tragiques. Même si la législation mozambicaine impose que les entreprises privées obtiennent l'accord des communautés avant de s'implanter, les conflits sont fréquents. Un rapport publié par l'ONG Les amis de la terre pointe le cas d'Energem Biofuels qui développe un projet de 60 000 hectares de culture de jatropha, présenté comme une source miraculeuse de biocarburants. Elle critique la négociation pour les terres de Chilengue dans la province de Gaza au sud du pays, et les promesses de construction d'écoles, d'hôpitaux, ou encore de puits, non tenues. Le projet n'a jamais donné les rendements escomptés.

Graphique 10. Les pays les plus attractifs au regard de la taille et de la croissance du marché et du climat des affaires.



DES RÉPERCUSSIONS INTERNES EN CHAÎNE

Quelles sont les plus profondes répercussions de la crise dans les pays africains ? La réponse est prématurée, mais en examinant les bases sur lesquelles était construite la croissance économique antérieure, on se rend compte qu'elles étaient dans la majorité des cas peu robustes. En moyenne, le taux d'investissement en Afrique est toujours demeuré très faible, de l'ordre de 15% contre 25% en Asie, et même 22,5% dans l'Asie pauvre du sud. La digue était donc déjà fragile avant la confrontation avec le raz-de-marée. La croissance antérieure n'avait pas eu un impact structurant irréversible sur les économies africaines, susceptible d'atténuer les vulnérabilités aux chocs externes.

Sur ce point, fondamental de la vulnérabilité et de la capacité de résilience, l'étude de la CNUCED (2009) contraste avec celle, particulièrement optimiste, de McKinsey (2010) qui croit à l'Afrique qui « va mieux », celle du marché potentiel des trois cents millions de consommateurs « sortis de la pauvreté » : ceux que l'on baptise les « Africa 2s », qui évoluent entre la grande majorité des « Africa 3s » vivant avec moins d'un dollar par jour et l'élite minoritaire des « Africa 1s » (1). La « nouvelle » classe moyenne africaine devrait compter 43 millions de personnes d'ici à 2030, selon les perspectives de la Banque mondiale. Il s'agirait d'une « petite » classe moyenne, qui a investi une bonne partie de ses économies dans une maison de banlieue près d'une grande ville africaine, et a tout à perdre de l'instabilité politique, de l'insécurité, d'une mauvaise gestion publique ou de l'inflation. Empruntant la même voie sur « l'Afrique, la nouvelle frontière », certains analystes insistent aussi sur la percée des nouvelles technologies de l'information et des opportunités exceptionnelles qu'elles offrent pour l'Afrique.

L'impact de la crise au Nord sur la croissance africaine n'est qu'une des manifestations observables d'un ensemble de mécanismes qui diffusent en profondeur leurs effets sur les structures internes de l'économie. La crise se répercute, verticalement et horizontalement, sur toute l'économie productive, jusqu'à l'informel qui se nourrit de la demande salariale qui souvent s'effondre lors de l'ajustement. Le cas le plus grave est celui de l'Afrique du Sud, où la destruction d'emplois a atteint une ampleur égale à celle des pays à l'épicentre de la crise : environ un million de personnes (c'est-à-dire 6 % de la population active du pays) ont perdu leur emploi. La crise de l'emploi salarié a également durement frappé la République démocratique du Congo, à peine sortie du marasme résultant de ses guerres et des conflits à sa frontière orientale.

La crise accroît les inégalités sociales et élargit la trappe à pauvreté, déjà béante. Comme l'explique Ph. Hugon (2010), directeur de recherche à l'IRIS, la pauvreté rétroagit de manière asymétrique : elle baisse légèrement en période de forte croissance mais s'aggrave fortement en période de décélération¹⁴, ce qui explique que les taux de pauvreté ont augmenté en moyenne de 4,2 % en Afrique en 2009-2010¹⁵. Aucun mécanisme de protection sociale ne joue un rôle d'amortisseur de la crise. Malgré certains progrès accomplis au cours des dix dernières années, la plupart des pays africains n'atteindront pas les Objectifs du Millénaire du Développement sur la réduction de la pauvreté adoptés en septembre 2000 à New York¹⁶.

La crise aggrave certaines menaces internes déjà bien installées. D'abord celle qui concerne l'alimentation qui absorbe les deux tiers du budget des pauvres. Le monde rural africain, structurellement fragile, a été fortement ébranlé par les ajustements conduits antérieurement sur des critères de libéralisation des marchés, qui se sont ensuite révélés incapables d'engager les systèmes de production agricoles sur le chemin de la productivité. Il n'est guère étonnant dans ces conditions que l'insécurité alimentaire se soit quasiment partout réinstallée, accroissant la vulnérabilité aux épisodes climatiques péjoratifs.

Autre danger qui se profile dans un horizon peut-être pas éloigné : la menace sanitaire. Tel un vent de sable, la récession pourrait emporter les politiques de santé publique, plus particulièrement en matière de vaccination élargie et de lutte contre les grandes endémies, faute de budget public et par défaillance d'organisation au niveau des entités décentralisées. La question de la reconstitution de certains fonds (comme le Fonds mondial Sida, tuberculose, paludisme) à hauteur des besoins pourrait se poser.

L'Afrique est la région du monde où le rythme d'urbanisation de la population est le plus rapide. De 1950 à 2010, la population totale a été multipliée par cinq, pendant que le nombre de citadins a été multiplié par quinze. Quarante villes ont plus d'un million d'habitants. La croissance urbaine est une des principales « tendances lourdes » du développement africain. Les villes africaines peuvent devenir le meilleur (un lieu de brassage des populations, d'échanges et de dynamismes économiques) ou le pire (un empilement anarchique livré aux conflits sociaux de toute nature sur fond de dégradation progressive des infrastructures et de l'environnement). Dans les villes, les hausses de prix menacent, comme on l'a vu, l'équilibre nutritionnel et sanitaire des ménages et des stratégies de survie se développent, à la limite des risques d'émeutes sur le mode tunisien ou égyptien. A Dakar, à Ouagadougou, à Nairobi ou à Kinshasa, la colère populaire menace de gronder méchamment¹⁷.

(14) Ph. Hugon, 2009.

(15) Selon OCDE-BAD (2010).

(16) « En dépit de progrès importants accomplis dans quelques sous-régions et pays, l'Afrique est la région qui a obtenu les plus mauvais résultats. Elle a, dans l'ensemble, enregistré les progrès les plus lents. Bien que le PIB ait augmenté en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne, au cours de la dernière décennie, cette augmentation n'a pas été bien rapide, soutenue, ni générale pour faire sortir les populations de la pauvreté. La croissance économique a surtout été solide dans des pays dotés de ressources, comme le pétrole et les minerais. À une ou deux exceptions près, les pauvres n'ont pas profité des fruits de cette croissance » (Banque mondiale, 2011).

(17) Sur la détérioration des conditions de vie des urbains de Kinshasa et sur leur capacité d'adaptation à la crise, voir P. Cappelaere, 2011

Dans les faits, les situations se révèlent contrastées et chaque pays adopte ses propres modalités d'ajustements aux mutations imposées, en faisant évoluer ses règles du jeu politique et en adaptant le modèle rentier traditionnel (rente des matières premières, de l'aide, des transferts), menacé dans ses fondements. Dans certains cas, la crise intérieure induite de la crise externe prend une fâcheuse tournure en se traduisant par une lente et sournoise remise en cause des acquis démocratiques issus des années 1990.

Les violences, reflets de la profondeur des revendications économiques et politiques d'une grande partie de la population, ont déjà marqué la Côte d'Ivoire, le Zimbabwe et le Nigéria. La précarité de la situation politique, sociale et économique de nombreux pays africains, y compris de ceux considérés comme « stables » (tels que le Burkina Faso), peut laisser craindre qu'à tout moment éclate une crise violente, à l'occasion d'une élection contestée, d'une manifestation réprimée, d'une hausse des prix des denrées alimentaires, ou encore d'un conflit étudiant, social, ethnique, religieux ou foncier. Les facteurs « crisogènes » sont nombreux et la capacité de la plupart des États à les maîtriser est si faible que peu de pays sont aujourd'hui protégés.

UNE VOIE ÉTROITE : CONSTRUIRE DES « SÉCURITÉS »

La thèse de l'immunité africaine face à la crise internationale ne résiste pas à l'examen. Les efforts qui avaient été engagés pendant la décennie des années 2000 pour réduire les déficits, éponger une partie de l'endettement, assainir le secteur public, sont mis en question. Cette crise pose plusieurs défis aux gouvernants africains comme aux institutions d'aide, en raison de sa complexité et des incertitudes qui entourent sa durée.

Infléchissant son orthodoxie, avec un pragmatisme qu'on ne lui connaissait pas, le FMI s'est adapté à la crise dans ses rapports avec l'Afrique subsaharienne. Il évoque de moins en moins « l'incomplétude des marchés », les rigidités de prix, les incapacités de gouvernants à s'inscrire leurs efforts d'ajustement dans la durée... La riposte veut désormais être adaptée à la situation particulière de chaque pays. Il cherche une voie médiane entre d'un côté stabilité macroéconomique et viabilité de la dette, et de l'autre prise en compte des dégâts sociaux de la crise ce qui peut impliquer une relance budgétaire « discrétionnaire » préservant les services publics essentiels. Les concours ont doublé et les outils se sont diversifiés¹⁸. Toutefois, même s'il s'amende beaucoup dans ses préconisations, le FMI reste sélectif et la recette est surtout réservée à ceux qui ont déjà réussi leur ajustement (niveau d'endettement viable, inflation moindre, libéralisation poussée des échanges et réformes structurelles) et surtout qui ont accumulé de l'épargne pendant la vague de prospérité ; les seuls donc qui disposent de « stabilisateurs automatiques » et qui du manière ou d'une autre ont la possibilité de s'ajuster. Ils ne sont pas nombreux. Dans la majorité des cas, les stabilisateurs jouent presque exclusivement du côté des recettes fiscales, alors qu'il n'y en a aucun du côté des dépenses publiques, déjà très contraintes face aux nombreuses défaillances des services publics de base. La voie est par conséquent très étroite.

Dans ce contexte marqué par l'imprévisibilité, un consensus pourrait être trouvé : les États africains doivent mieux s'y prendre pour renforcer les résiliences aux chocs, asseoir solidement les « sécurités » (alimentaire,

(18) La crise s'accompagne de progrès de la part des bailleurs de fonds sur l'adaptation de leurs outils d'intervention : facilité de protection contre les chocs exogènes, ligne de crédit modulable (LCM), ligne de crédit préventive (LCP) du FMI, fonds postconflit et fonds spécial LICUS de la Banque mondiale, facilité postconflit de la BAD, appuis budgétaires de l'Union européenne.

sanitaire, énergétique, foncière, juridique...), partir à la reconquête des filières, établir des règles du jeu égales pour tous les acteurs économiques et puiser dans l'immense réservoir d'ingéniosité et de créativité que représentent leurs propres citoyens. Un « recentrage » en quelque sorte.

Face aux nouveaux choix d'insertion dans le nouveau monde qui est en train de se façonner, il faudra assurément entreprendre des réformes radicales. L'approche pourrait être graduelle : commencer par mobiliser au mieux les ressources internes au moyen d'innovations institutionnelles et technologiques, réglementer, voire protéger sans honte, les marchés les plus vulnérables avec une fiscalité aux frontières remises sur ses pieds, renforcer l'information et la transparence des marchés et des contrats, lutter contre l'évasion fiscale et les pratiques déloyales et illégales, généraliser les réformes d'organisation en misant sur les initiatives décentralisées. Le besoin de coopération régionale est aussi renforcé, ce qui remet au devant de la scène les regroupements qui seraient les plus porteurs de progrès¹⁹ et les projets fédérateurs du NEPAD : rail transafricain, dessertes maritimes, muraille verte, barrage hydroélectrique d'Inga, routes transcontinentales... dont certains sont examinés dans son Agenda Développement par le G20 en 2011 sous présidence française.

En fin de compte, d'anciennes priorités africaines que l'on croyait démodées reviennent sur le devant de la scène. Comme celle liée à l'agriculture, secteur largement sous-financé, et qui supposerait de revenir à des politiques de développement rural intégré privilégiant les savoir-faire paysans et les cultures vivrières. Comme celle attachée au développement des infrastructures, notamment de transport et d'énergie, à fort effet d'entraînement. Comme celle touchant l'environnement et la biodiversité, en particulier la forêt. Comme celle enfin de l'intégration régionale africaine, comme moyen de remédier aux faiblesses structurelles qui accentuent les vulnérabilités économiques. En fin de compte, la crise est peut-être salutaire sur un point crucial : faire émerger de nouveau les questions de développement que faussement l'on croyait résolues. Le mode d'adaptation africain à la crise conduit à retrouver le sens de la cohérence, le pragmatisme et l'esprit de responsabilité requis par le cours *des choses*. ■

(19) Pour lutter contre la pléthore, l'Union Africaine a élaboré le Programme minimum d'Intégration (PMI) qui recouvre une série d'activités prioritaires (paix et sécurité, développement des infrastructures, libre circulation) qui constituent le socle d'une organisation régionale efficace. On pense surtout aux cinq regroupements identifiés comme pilotes par l'Union africaine : à la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'ouest), CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale), COMESA (Marché commun d'Afrique australe et orientale), CEA (Communauté de l'Afrique de l'est) et SADC (Conférence pour la Coordination du Développement de l'Afrique Australe).

SOURCES

- ❖ African Development Bank, UNECA, AUC (2010), *Achieving Strong, Sustained and Shared Growth in Africa in Post-Crisis Global Economy*, Paper prepared for the 2010 KOAFEC Ministerial Conference (Seoul, September).
- ❖ Aryeetey E. (2009), The global financial crisis and domestic resource mobilization in Africa, Banque africaine de développement, avril.
- ❖ Banque mondiale (2010), *Rising Global Interest in Farmland : Can it yield sustainable and equitable benefits*, Washington.
- ❖ Banque mondiale (2011), *La Banque mondiale et le soutien à l'Afrique*, Washington.
- ❖ Bedossa B et Letilly G. (2011), « La crise économique mondiale de 2008-2009 : quels impacts dans les pays d'Afrique subsaharienne ? », Paris, AFD, Macroéconomie & développement, n°2, juillet.
- ❖ Brixiova Z., Kamara A. and Ndikumana, L. (2010a), « Containing the Impact of the Crisis and Paving the Way for a Strong Recovery in Africa », *African Development Bank Policy Brief on the Financial Crisis* No. 2/2010.
- ❖ Brixiova Z.; Kamara A. and Ndikumana, L. (2010b), « Africa Rebounding: When and How to Exit from Crisis Intervention Policies? », *African Development Bank Policy Brief on the Financial Crisis* No. 4/2010.
- ❖ Cappelaere P. (2011), *Le Congo (RDC), puissance et fragilité*, Paris, L'Harmattan.
- ❖ CNUCED (2009a), *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés, Etat, gouvernance et développement*, Genève, Juillet.
- ❖ CNUCED (2009b), *Le développement économique en Afrique-Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique*, UNCTAD/ADLC/Africa.
- ❖ Comaroff, J. et J. (2010), *Theory From the South. Or, How Euro-America Is Evolving Toward Africa*, Paradigm Publishers, Boulder.
- ❖ De Boissieu Ch (2008), « La crise et l'Afrique », *Géopolitique africaine*, n°32, octobre-décembre.
- ❖ Devarajan S. and Kasekende L. (2009), « Africa and the Global Economic Crisis: Impacts, Policy Responses and Political Economy », paper presented at the AERC Conference on Rethinking African Economic Policy in Light of the Global Economic and Financial Crisis (Kenya, November 2010).
- ❖ Fonds Monétaire International (2011a), *Perspectives économiques mondiales*, Washington, avril.
- ❖ Fonds Monétaire International (2011b), *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, Reprise et nouveaux risques*, Washington, avril.

- ❖ Heintz, J. and Ndikumana, L. (2010), « Is there a Case for Formal Inflation Targeting in Sub-Saharan Africa? », *African Development Bank Working Paper* No. 108.
- ❖ Hugon Ph. (2009), « La crise mondiale et l'Afrique : transmission, impacts et enjeux », *Afrique contemporaine*, Paris, Agence française de Développement, De Boeck, n°231.
- ❖ International Food Policy Research Institute (2011), *Indice de la faim dans le monde* (Ifpri, Acted, Concern).
- ❖ Jacquemot P (2009), « La crise : comment l'Afrique subsaharienne s'adapte-t-elle ? », *Afrique contemporaine*, Paris, Agence française de Développement, De Boeck, n°231.
- ❖ Jacquemot P. (2011), « Cinquante ans de coopération française au développement avec l'Afrique. Une mise en perspective », *Afrique contemporaine*, Paris, Agence française de Développement, De Boeck, 1^o partie n° 238, 2^{ème} partie n°239, à paraître.
- ❖ Mahajan Vilay (2008), *Africa Rising. How 900 Million African Consumers Offer More Than You Think*, Wharton School Publishing, Philadelphie.
- ❖ Martin J.L. (2011), « Les grands émergents : de nouveaux partenaires économiques pour l'Afrique », *Crédit agricole, Apériodique*, n°14, septembre.
- ❖ McKinsey Global Institute (2010), *Lions on the move : the progress and potential of African economies*, McKinsey&Company, June.
- ❖ Musah A. F. (2009), « West Africa : Governance and Security in a Changing Region », *Africa Program Working Paper Series*, International Peace Institute, février.
- ❖ OCDE-BAD, (2011), *Perspectives économiques en Afrique 2011*, OCDE, groupe de la BAD, PNUD, CEA.
- ❖ ONU (2009), *Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement*, département de l'Information, mai.
- ❖ Raffinot M. (2009), « Crise mondiale et financement international du développement africain », *Afrique contemporaine*, Paris, Agence française de Développement, De Boeck, n°231.
- ❖ Rand Merchant Bank (2011), *Where to invest ?*, RMB FICC Research, august
- ❖ Serieux, J. (2009), « Aid and Savings in Sub-Saharan Africa: Should We Worry About the Rising Levels? », *IPC Working Paper* No. 50.
- ❖ Weeks J. (2010), « Why Monetary Policy is Irrelevant in Sub-Saharan Africa South of Sahara », *CPDR Development Viewpoint*, Number 53, June.

L'Afrique subsaharienne dans la crise financière ***Vulnérabilités, convoitises et résiliences***

PIERRE JACQUEMOT / CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

email : jacquemot@iris-france.org

LES NOTES DE L'IRIS / OCTOBRE 2011

À PROPOS DE L'AUTEUR :

Pierre Jacquemot est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des questions économiques et politiques africaines.

Pierre Jacquemot a été Ambassadeur de France (Kenya, Ghana, RD Congo), directeur du développement au ministère français des Affaires étrangères, chef de mission de coopération (Burkina Faso, Cameroun), après avoir été maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine.

Il a publié de nombreux travaux (livres et articles) sur l'économie internationale et l'Afrique subsaharienne. Il conduit plusieurs missions d'expertise pour le compte du ministère de la Coopération, du FMI, de la Banque mondiale et du PNUD.

Il est maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et Distinguished Research Associate du North South Institute d'Ottawa, membre du Comité de rédaction de la revue Afrique contemporaine.

Il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1970), docteur d'Etat de Sciences Economiques (1971) et d'Economie Appliquée (1978).

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info